



Engagement et intégration pour le développement de l'Afrique

Dr Diby Cyrille N'DRI

Département de Philosophie,

Université Alassane Ouattara

dibycyr1@yahoo.fr

Résumé : La quête de l'Unité par les Européens était consécutive au manque d'intégration favorisée par les interminables mésintelligences entre les nations. La grandeur et la prospérité de l'Europe, d'aujourd'hui, procèdent de cette intégration, c'est-à-dire la coopération et la solidarité entre les différentes nations. Ainsi, pour atteindre la notoriété et le prestige de l'Europe, il revient inéluctablement aux pays africains de favoriser l'intégration, source de paix et de développement. Pour que cesse l'instabilité politique quasi chronique et l'interventionnisme subtil des puissances européennes qui sont des adjuvants au sous-développement, les pays africains doivent s'unir. Cette Unité, fondement d'intégration politique, économique et militaire, permettra à l'Afrique de se hisser au rang des continents développés.

Mots clés : Conflits, coopération, développement, émergence, fraternité, intégration, paix.

Abstract: The search of the Unit by Europeans followed the lack of integration supported by the interminable disagreements between the nations. The size and the prosperity of Europe, today, proceed, consequently, of this integration at least of the co-operation and solidarity. Thus, to reach notoriety and prestige Europe, it returns ineluctably, with the African countries, to support integration source of peace and development. So that cease the quasi chronic political instability and the subtle interventionism of the European powers which are additives with the underdevelopment, the African countries must be linked. This unit, base of integration political, economic and military, will make it possible Africa to rise with the row of the continents developed.

Keywords: Conflicts, cooperation, development, emergence, fraternity, integration, peace.

Introduction

Y a-t-il un lien entre engagement, intégration et développement? De prime abord, ces trois concepts semblent se compléter. L'engagement, ici, suggère une prise de conscience du retard de l'Afrique vis-à-vis des continents dits développés. L'intégration contraint dès lors les pays africains à une franche collaboration aux fins de mettre un terme à leur situation de dépendance qui les maintient dans le mal-développement. Le développement de l'Afrique proviendra donc de ses efforts à dépasser sa condition d'assujettie. Mais comment l'Afrique peut-elle parvenir au développement? Précisément, le développement de l'Afrique découle-t-il inéluctablement de l'engagement et de l'intégration? Telle est la question centrale. La renaissance africaine, en surmontant ses contradictions, n'est-elle pas tenue d'encourager l'intégration sous toutes ses formes? Quelles sont les stratégies à mettre en place pour le développement de notre continent? Les États africains, par leurs propres efforts, peuvent-ils assumer leur responsabilité en vue de se mettre sur le même diapason que les pays développés? Telles sont également les interrogations qui sous-tendent cette réflexion. Si l'intégration, à tous les niveaux, semble être le palladium, d'autant plus que nous savons les tenants et les aboutissants du mal-développement de l'Afrique, il convient de souligner qu'une parfaite collaboration intra-africaine s'avère indépassable. Pour montrer que la coopération, entre les États africains est indispensable, S. Diakité, (2016, p. 22) écrit: « La marche du temps est irréversible. Et puis, lorsqu'un pays veut réaliser un véritable équilibre économique et social, lorsque ce pays veut devenir une nation indépendante, ces efforts doivent, avant tout, venir de lui-même, de son peuple. Peuples et dirigeants doivent assumer les responsabilités dans le développement ».

Il revient, en conséquence, aux dirigeants africains d'encourager le bon voisinage, l'entente, et la coopération afin que nos nations soient hissées comme développées. Dans une approche analytique, la résolution de ces préoccupations nécessitera l'examen des deux parties qui composent le présent article. La première révélera les paradigmes de la collaboration politique et économique Afrique. La deuxième partie, quant à elle, est l'illustration de la nécessité de l'intégration militaire sous toutes ses formes pour le développement de l'Afrique.

1. De la nécessité de l'intégration politique et économique

Dans les nations européennes, l'égalité des chances, en tant que principe, ne se situe pas uniquement entre les individus, mais aussi entre les États. En revanche, dans nombre de pays

africains, il a été constaté qu'en dehors des injustices et des inégalités qui sont les images que projettent les dirigeants au sein de leurs sociétés, un manque d'harmonie persiste entre les États africains. En d'autres mots, l'on peut insinuer que les chefs des États africains ne s'entendent pas non seulement avec leurs populations, mais également entre eux.

En effet, l'Afrique souffre de son espace non apaisé qui ne contribue pas au développement. La guerre de leadership entre les hommes politiques est un frein à leur entente. Chaque État est engagé dans la protection de ses micro-territoires parce que préoccupés par la gestion des dissensions internes. Le Congo, la Côte d'Ivoire, la Centrafrique, le Nigeria, par exemple, continuent de gérer leurs conflits internes. Au-delà des mésintelligences entre les dirigeants et leurs peuples, un manque de collaboration entre ces leaders ralentit l'intégration politique des États africains. Pour montrer la valeur de la coopération, un philosophe exulte les inconvénients du manque d'assistance ou d'entente entre les pays européens. L'isolement, des nations européennes, a entraîné de violentes oppositions de sentiment et d'intérêts. Deux affreuses guerres mondiales ont été la conséquence du manque d'intégration politique en Europe. Ainsi, S. David Musa (2011, p. 28) s'interroge:

Quel continent mieux que l'Europe peut nous instruire sur la portée pacifiste de l'intégration? Quel continent mieux que l'Europe sait ce que représente l'intégration dans la quête et l'acquisition de la paix perpétuelle? Il ne fait aucun doute que de tous les continents, l'Europe est celui qui a connu le plus les affres des conflits liés au manque d'intégration. Il ne sera pas utile, dans le cadre de cette réflexion, de passer en revue tous les conflits qui ont émaillé ce continent. Les deux principaux conflits du siècle passé devraient suffire pour étayer notre analyse.

Il est indéniable que le manque d'intégration entre les nations européennes est le fondement des deux guerres mondiales. Or, depuis la Renaissance, des penseurs comme Érasme n'ont cessé de montrer la nécessité d'une Europe unie. Érasme, faut-il noter, a été influencé par l'humanisme de cette époque. Face à la situation pitoyable de l'Europe, il a dirigé son effort vers l'unité des nations surtout que les expansions et extensions de territoires créaient une atmosphère mortuaire dans l'Europe de la Renaissance. L'Unité qu'il vante prend dès lors son origine dans l'union et l'entente entre les nations européennes. Érasme mène, par conséquent, une guerre contre la guerre. Face aux nombreux conflits en Europe, il est le premier à ce point à vouloir panser les faiblesses internes de ce continent. Pour Kant, également, l'entente, de

toutes les nations déchirées par les guerres, s'avère indispensable. À l'instar d'Érasme, Kant rêve d'une cohabitation pacifique entre les nations européennes. En effet, l'Unité, du moins, l'entente entre les souverainetés de l'Europe est le fondement d'une puissance européenne ; car sans paix, il n'y a point d'Unité. L'Europe, qui s'est approprié cette unité du moins l'intégration, est aujourd'hui émergente et ses nations s'en réjouissent fort bien.

Malheureusement l'Afrique est divisée, il y a encore des querelles entre les États et à l'intérieur de ceux-ci. Face à la désagrégation des liens sociaux par le partage de l'Afrique, il s'avère impératif de rechercher des repères symboliques. Il est donc temps de supprimer les frontières artificielles pour une meilleure circulation des personnes et des biens. C'est pour ce faire que l'ambition de C. A. Diop (1974, p.56), est de « faire basculer définitivement l'Afrique Noire sur la pente de son destin fédéral ». S'il faut sortir des entités monadiques et fuir les attitudes autarciques, c'est pour emprunter le chemin de l'intégration des États afin que les Africains s'entendent sur leurs désaccords. Avec sa théorie de l'État fédéral, il entend encourager les nations africaines à des échanges, à l'entraide entre elles.

Selon L. William (2001, p. 196), il est indispensable de « nous accepter les uns les autres dans notre diversité, sans chercher à gommer nos différences, ni en faire des sujets de conflits ». Une unité authentique sans hypocrisie, qui implique de réelles volontés des hommes politiques, pourra relever l'Afrique. Car un pays qui reste prisonnier de ses propres frontières demeure dans l'isolement. Le repli sur soi, sous prétexte de protéger son identité en nourrissant la peur de l'aliénation, ne peut que détruire les attributs de la vitalité et de la pérennité. Les dirigeants sont tenus de renforcer les coopérations entre les États pour favoriser l'insertion des citoyens dans la dynamique du développement. C'est, par conséquent, dans l'acceptation de nos différences ethniques, religieuses, politiques et idéologique que naîtra l'Unité.

L'engagement des Africains consiste à saisir cette opportunité qui est l'intégration. C'est pourquoi, l'objectif que poursuit A. Doukouré (2008, p. 25) vise à montrer que l'intégration est un des « mystères de la vie, car toute notre existence est faite d'intégration à un niveau on a un autre ». Tout projet est un engagement qui vient prolonger l'histoire pour sortir du précipice. L'histoire comporte des promesses que les hommes et les femmes s'engagent à réaliser, des défis que les citoyens s'efforcent à relever. L'Afrique, comme nous le savons, est héritière de l'esclavage, de la colonisation et de la décolonisation inachevée.

Cependant, elle doit comprendre que dans sa lutte pour sa reconnaissance, seule l'unité de ses enfants est un leitmotiv. Nkrumah, le champion des États-Unis d'Afrique, dans sa révolution sociale, avait également l'idée de faire une union des États africains indépendants de type fédéral. Pour ce faire, il nous invite à: « Nous servir de notre indépendance pour mobiliser nos ressources en vue du démarrage effectif de notre développement. Nous devons relier nos différents États par des routes terrestres, maritimes et aériennes. (...) Nous devons domestiquer la radio, la télévision et les grandes imprimeries pour sortir nos populations de l'obscurité et l'ignorance ». (K Nkrumah, 1973, p.34).

Nkrumah, dans son consciencisme, excitait les Africains à resserrer les liens de solidarité, d'harmonisation des traditions spirituelles et morales. Il faut, selon lui, mettre un terme aux divisions politiques aux fins de renforcer la position de l'Afrique dans le monde. L'on peut cependant insinuer que le retour aux sources, pour Nkrumah, ne signifie nullement isolement ou recroquevillent des Africains mais élargissement de la coopération avec l'Occident. À côté du consciencisme de Nkrumah, il est juste de noter la présence de l'Union Africaine Malgache précocement disparue qui visait à l'imitation Nkrumah la disparition des divisions politiques en Afrique noire. Toutes ces tentatives d'union, des États africains bien que parfois divergentes, seront couronnées par la naissance de l'OUA en dépit de toutes les entraves. Cette organisation a eu pour objectif le renforcement de la souveraineté des États. Ceci pour montrer que les premières heures des indépendances indiquent l'intention des Africains de s'unir aux fins de se faire reconnaître par les autres continents.

Malheureusement, jusqu'à aujourd'hui, la fracture du tissu social africain est tangible. Cela dénote de l'éloignement de la coopération surtout que les dirigeants africains ne développent pas le sens des valeurs collectives. Cependant, s'il est indéniable que des tentatives sont à noter, par l'entremise de l'Union Africaine, elles doivent être intensifiées pour le développement de l'Afrique. En effet, de nombreux conflits frontaliers, maritimes persistent. Les activités commerciales sont sources de conflits permanents parce que tirant leur origine dans des motivations économiques. D'où l'urgence d'une intégration politique pour une intégration économique réussie.

L'Afrique est absente de la scène politique mondiale parce qu'elle demeure déchirée, tiraillée. C'est par la solidarité africaine qu'elle pourra se hisser comme un continent sur lequel les autres pourront compter. Par la collaboration les nations africaines feront naître la

confiance pour la fidélisation de leurs frontières. À l'instar de l'Europe, les États africains ont un marché commun à créer, des économies à intégrer progressivement dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'industrie, le commerce, l'éducation, la santé, etc.

L'Afrique a des moyens matériels et intellectuels de se positionner comme une sérieuse concurrente. Mais, ces États sont dans la nécessité de se serrer les coudes pour une intégration économique réussie. Si la politique et l'économie sont comme les deux faces d'une médaille, une bonne intégration politique conduira nécessairement à un développement économique. Ce progrès économique mettra un terme à la dépendance de l'Afrique des puissances impérialistes dans la consommation de leurs produits. En effet, l'objectif taillé sur mesure, dans les échanges des Européens avec les Africains, est de freiner l'ardeur des dirigeants africains dévoués pour la cause de leurs populations. L'assujettissement, économique des pays africains, semble être un prétexte pour la France de profiter de ses rapports historiquement tutélaires avec ces derniers. Tout en fustigeant l'attitude sournoise et malveillante des Européens vis-à-vis des Africains, K. Tiburce (2008, p. 391), indique que :

L'endettement (...) est une grosse plaie du continent ; pire, la cause la plus grande de son asservissement. (...) C'est par le système de la dette et les conditions iniques de remboursement qui leur sont consécutives, que l'Occident étrangle le tiers monde précisément l'Afrique.

Ce qui est à noter, c'est une amitié ou une assistance qui octroie de gros crédits condamnant et avilissant toutes les intentions d'émancipation des peuples africains. Ils sont, partant de cette situation, considérés comme des pays très pauvres et très endettés (PPTE). Pour sortir de cet étai, de ce tutorat, ils sont contraints, par des formes d'humiliations, d'être éternellement à leur remorque pour voir leurs dettes allégées. Dès lors, l'intérêt de l'intégration politique et économique est de déjouer la prise en main par l'Europe des divers secteurs de l'économie africaine et de mettre un terme au pacte colonial ce joug écrasant, avilissant et morbide. Pour indiquer que l'intégration est profitable aux Africains, David Musa Soro (2011, p.70) affirme :

L'intégration africaine est par conséquent considérée comme le moyen de surmonter la contrainte que constitue l'étroitesse des économies africaines, qui compromet leur capacité de s'industrialiser et comme un moyen réaliste de réduire les coûts de la fragmentation des marchés africains. Elle peut aider ainsi à attirer l'investissement étranger et la technologie, en particulier ceux motivés par les économies d'échelle, elle



peut être une condition préalable pour intégrer l'Afrique plus efficacement dans l'économie mondiale.

Toutes les énergies doivent être concentrées sur un même objectif: l'union inexorable vers l'unité économique. Libre échange, coopération et solidarité doivent régir les attitudes des chefs d'États en Afrique. Dans le souci de garantir l'efficacité des décisions et des accords, il y a la nécessité de songer à une sécurisation de nos frontières. Une défense commune est à organiser avec la participation consensuelle de toutes les forces armées nationales pour une vraie défense militaire. D'où l'urgence d'une coopération militaire pour le développement de l'Afrique.

2. La fin de l'équivoque des armées nationales africaines pour une intégration militaire

Machiavel, en matière de stratégies militaires, a eu une influence sur les nations dites émergentes. Les armées européennes ont très tôt compris que Machiavel ne s'est pas contenté de billevesées, mais qu'il a démontré des pratiques efficaces et immuables pour faire la grandeur d'un État. De cette façon, l'ambition de N. Machiavel (1957, p.58), est de montrer qu'« un prince ne peut subsister si son autorité n'est pas établie sur de bons principes. Ceux qui sont absolument nécessaires à toutes sortes d'États, sont les bonnes lois et les bonnes troupes ». En s'appropriant cette pratique, les puissances européennes ont réalisé la nécessité de se doter de puissantes armées qui sont des outils de domination. Sous des camouflages, ces grandes puissances dites armées étrangères, font montre de leur présence sur le continent africain. Pour ce faire, des bataillons de légionnaires sont implantés de façon stratégique. Les puissances étrangères s'immiscent, fort de leur puissance militaire, dans les affaires étatiques des pays colonisés ou conquis contrôlant, de la sorte, toutes les richesses de ces pays.

Ces grandes puissances, qui vivent la *real* politique de Machiavel, se maintiennent grâce à leurs armées qui sont des moyens au service de la politique étrangère. D'extraordinaires découvertes, de la science de l'armement, permettent à ces grandes puissances de contenir les éventuelles agressions de leurs ennemis. Si ces puissances mondiales se vantent de leurs nombreuses conquêtes, cela résulte du fait qu'elles se sont prémunies contre les attaques. Ceci pour dire que chaque puissance armée, forte de son attirail, détient la forteresse pour sa défense. Si aujourd'hui des pays comme l'Italie, la France, l'Allemagne etc. possèdent des armées, cela signifie que l'appel de Machiavel a été entendu. Ces nations se sont débarrassées des armées mercenaires, mixtes ou auxiliaires. Car seules les troupes propres ou armées



nationales ont la capacité de protéger une nation à l'intérieur pour le respect des lois établies et à l'extérieur contre les voisins. En effet, les troupes mercenaires sont animées par le gain, elles sont des pilleuses et des traîtres qui se vendent au plus offrant. Les troupes auxiliaires ou mixtes sont tout autant nuisibles. C'est sans doute pour cette raison que pour C. Vivanti (2007, p. 91): « Celui de nos souverains qui, le premier, adoptera le système que je propose imposera sans contexte sa loi à l'Italie. Il sera semblable à Philippe de Macédoine qui organisera une armée capable de soumettre toute la Grèce, léguant à son fils les moyens de conquérir le monde ».

S'il ne peut y avoir de développement dans un environnement qui ne garantit pas la sécurité des acteurs, seules les troupes nationales peuvent contribuer. C'est ce credo qui a favorisé la puissance des nations européennes. Malheureusement les dirigeants africains semblent ne pas s'approprier cette vertu militaire. L'Afrique, pour reprendre les termes de Jean Pierre Cot, est un domaine réservé. À l'instar des invasions étrangères dans les pays de Machiavel à la renaissance, l'Afrique est "viande bonne à prendre" par les puissances. Sous le prétexte que, l'Afrique n'est pas en état d'assurer sa propre sécurité et de prendre la relève, les troupes françaises, par exemple, signent des accords selon les intérêts supérieurs de la France. L'on peut, tout de suite, déduire que les dirigeants africains n'ont nullement formé leurs peuples à l'art de la guerre. Si du temps de Machiavel, toutes les villes faisaient recours aux puissances qui s'étaient déjà unifiées, aujourd'hui, ces mêmes puissances, en l'occurrence, l'Angleterre, la Russie et l'Espagne, sont sollicitées en Afrique pour leur sécurité intérieure et extérieure.

Là où il n'y a pas de patrie, les mercenaires et toutes sortes d'armées étrangères deviennent, en conséquence, les maîtres. C'est pour ce fait que les armées africaines, dirigées par des chefs d'États à la solde de ces puissances qui ne visent que la luxure, les richesses et les parures, encouragent aux révoltes et aux conflits. Par l'entremise de ces armées, les régimes de terreur neutralisent quotidiennement les chefs d'opposition et les intellectuels hostiles à leurs déviations. Les arrestations, les exécutions, assassinats et emprisonnements sont monnaies courantes dans les sociétés africaines. Des dirigeants comme Sékou Touré, Sani Abacha, Amin Dada, etc, qui se sont adonnés, par l'entremise de leurs armées, à des dictatures sanguinaires ont prêté le flanc à l'invasion des grandes puissances. Aujourd'hui, cette collaboration persiste entre les mauvais dirigeants politiques africains et ces puissances européennes. Il n'y a donc pas de bonne armée en Afrique pour la protection des hommes et



de leurs biens. Aussi l'Afrique est-elle dans l'incapacité de vaincre ses adversaires, c'est-à-dire les grandes puissances puisqu'elle ne dispose pas d'armée républicaine.

Un nombre pléthorique de dirigeants africains utilisent leurs armées pour aliéner, assujettir les citoyens. Si le génie politique des Romains a consisté à engranger des fortunes pour leurs peuples, les dirigeants africains, par leur mauvaise foi, utilisent l'armée à leurs fins personnelles. Leur antimilitarisme est fondé sur leur non volonté à sauver leurs peuples du sous-développement. Vouloir les maintenir dans la pauvreté, tel est le dessein des hommes politiques de notre continent. Pour mener à bien leur hypocrisie, ces dirigeants forment des milices qui leur sont totalement assujetties.

Ces fossoyeurs du continent africain n'ont seulement pas adopté les pratiques qui ont réussi aux pays développés. Il y a nécessité que les dirigeants actuels mettent en place de véritables armées pour la reconnaissance militaire de l'Afrique. Pour tenir en respect les puissances européennes, comme l'ont fait les premiers empires africains, des coopérations militaires sont importantes pour pacifier les États et les protéger contre les agresseurs. Un philosophe révèle la portée de l'intégration militaire dans les royaumes anciens en Afrique. Selon lui :

Qu'il s'agisse des empires du Ghana, de Sosso, du Mali ou du Songhai, tous étaient des rassemblements de plusieurs territoires et de plusieurs êtres linguistiques. C'était des exemples d'intégrations réussies. Deux exemples suffisent à le montrer : le Ghana et le Mali. Le Ghana, empire qui fait la fierté de l'Afrique, s'étendait du moyen Sénégal à la région de l'actuelle Tombouctou dans une région qui englobait une partie des actuels Sénégal, Mali et Mauritanie. Quant à celui du Mali, carrefour important entre les peuples nomades du Sahara et les peuples nomades du Sahara et les peuples de l'Afrique équatoriale, il couvrait les territoires actuels du Mali, Burkina Faso, du Sénégal, de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée Bissau, de la Mauritanie et une partie de la Côte d'Ivoire. (D. M soro, 2011, p. 22).

Ces gloires passées devraient, dans les normes, inspirer nos dirigeants actuels. Ces premiers États étaient animés par le souci d'unité, d'entraide et de collaboration. A contrario, les chefs d'États africains contemporains s'enferment dans des systèmes ambigus qui les encouragent à toutes sortes de désaccords. De cette mauvaise pratique, il n'est pas aisé, pour un pays, de porter secours à un voisin au bord d'une calamité. Les dirigeants, en se regardant comme des ennemis, assistent dans un état de surdi-mutité à des élections pluralistes donnant lieu à des

contestations violentes et des remises en cause des verdicts issus des urnes. C'est sans doute pour cette raison qu'au Zimbabwe, une crise consécutive à la mascarade de Robert Mugabé, opposé à Morgan Tsvangirai arrivé en tête au premier tour, a fait plusieurs morts. Sous les bons offices de Tabo Mbeki, la crise a connu un dénouement. Au Kenya, en 2007, des élections marquées par des violentes manifestations de protestations et de contestations des résultats ont été constatées après la publication des résultats entre Mwai Kibaki et Raila Odinga. En Côte d'Ivoire en 2010, les dissensions entre les présidents Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo ont fait perdre la vie à cinq milles citoyens.

À cet égard, il sévit une instabilité politique avec son corolaire qui est la crise militaire, en Afrique. Au moment où les nations de l'Europe se réjouissent de l'Otan qui est la marque de leur intégration militaire, les Africains se fourvoient dans des guerres civiles et des déchirements intestinaux sous les yeux de l'Écomog, cette force militaire censée mettre fin aux conflits dans notre continent. Nos armées africaines ne contribuent point à la paix intérieure des États parce qu'elles sont à la solde des dirigeants mais aussi sont-elles inconséquentes quant à contenir les crises à l'extérieur, c'est-à-dire aux frontières des États hérités de la colonisation. Il faut cependant souligner que, l'intégration militaire n'est pas un vœu pieux et une gageure. En effet, l'Écomog, bien que titubant, tente de jouer son rôle. Si cette armée a pu déloger, en Gambie, Yaya Djameh, elle a été muette ou a échoué sur plusieurs fronts. Il est important que les dirigeants renforcent ou solidifient cette armée sous régionale pour le bonheur des Africains.

Conclusion

Depuis les années mille neuf cent soixante, le désir d'émancipation a animé les États africains. Avec la gestion des affaires publiques qui passait aux mains des Africains, le développement devait s'amorcer. Cependant, le passage du parti unique au multipartisme n'a pas effacé certains reflexes propres au monopartisme. Les acteurs politiques ne sont pas encore suffisamment imprégnés de la culture de l'intégration nécessaire à l'organisation de l'Afrique. Si pour pouvoir vivre, l'on doit briser un passé et l'anéantir, ce dogmatisme à réfuter est la politique isolationniste, nationaliste de l'Afrique. S'il n'est pas exagéré de dire que la bonne gouvernance est quasi absente dans notre continent, il faut impérativement une collaboration entre les Africains. Cette coopération pourra faire disparaître les instincts de

convoitise, de vengeance, de haine qui favorise les relations de corde raide entre les nations africaines. Justifiant la valeur de l'intégration, S. Diakité (2016, p. 23) conseille ceci :

L'intégration doit donc impliquer la surveillance de la société par l'utilisation du pouvoir pour réprimer les déviations désintégrant du comportement, régler les conflits et régler les querelles dans la légalité. Aussi, chaque État africain doit-il se conserver au monde extérieur. Son développement et son évolution interne doivent constituer une suite nécessaire de degré par lesquels seront utilisées la rationalité, la justice, l'équité, l'éthique et la consolidation, de la démocratie et de la liberté.

L'Afrique est certes contrainte de s'ouvrir au monde, mais elle doit pratiquer sous toutes ses formes l'intégration. Ainsi, en mettant un terme aux guerres régionales, aux conflits territoriaux, les leaders africains pourront renforcer les mécanismes d'entente, d'entraide de solidarité et de fraternité. De par leur vision commune et leur unique position, les États africains auront la capacité de faire face aux défis de la mondialisation. Car, comme on a pu le constater, l'engagement facilite l'accès à l'intégration qui est la condition du développement.

Bibliographie

CHEIK Anta Diop, 1974, *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique Noire*, France, Présence Africaine.

DIAKITE Samba, 2016, *Révolutions et développement*, Québec, Différence Pérenne

DIAKITE Samba, 2014, *Politiques Africaines et Identités*, Québec, Différence Pérenne

DOUKOURE Abraham, 2008, *Actes du premier Symposium sur l'intégration africaine*, Abidjan, Goethe.

HONNETH Axel, 2007, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf.

NKRUMAH Kwamé, 1973, *Le néocolonialisme, dernier stade de l'impérialisme*, Paris, Présence Africaine.

MACHIAVEL Nicolas, 1957, *Le Prince*, Paris, Libio.

MAURICE Duverger, 1980, *Institutions politiques et droits constitutionnels*, Paris, PUF.

OUANGUIAGBOU Kadi, 2014, *Une route d'espoir parsemée d'obstacles. L'Afrique angoissée*, Bouaké, Irda.

R. D Myriam, 1999, *Le dépérissement de la politique, Généalogie du lieu commun*, Paris, Audier.

SORO, David Musa, 2011, *L'intégration condition de la paix et du développement en Afrique*, Abidjan, Balafons

TIBURCE Koffi, 2008, *Mémoire d'une tombe*, Abidjan, NEI-CEDA.

VIVANTI Corrado, 2007, *Machiavel ou les temps de la politique*, Paris, Desjonquières.

WILLIAM Ury, 2001, *Comment négocier la paix. Du conflit à la coopération chez soi, au travail et dans le monde*, Paris, Nouveaux Horizons.